



BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 13 février 2025

ORDRE DU JOUR

Rapports pour décision

Rapport n° 1 - Adoption du procès-verbal de la séance du 20 janvier 2025 du Bureau.

➤ Sous-direction santé

Rapport n° 2 - Autorisation de passation d'un marché sans publicité ni mise en concurrence relatif à une prestation de mandat dans le cadre des achats de la CACIC PUBLIC (centrale de référencement) (marché n° MSP2501).

➤ Groupement technique et logistique

Rapport n° 3 - Autorisation de passation d'un avenant n° 1 de moins-value au marché relatif à l'acquisition d'un châssis véhicule poids-lourd (marché n° SAD23010501).

Rapport n° 4 - Autorisation de passation d'un avenant n° 1 de plus-value au marché relatif à la maintenance annuelle et la réparation des détecteurs de gaz du SDIS de la Vendée (marché n° MA2214).

Rapport n° 5 - Autorisation de passation d'un avenant n° 2 au marché relatif à la maintenance des échelles aériennes du SDIS de la Vendée : ajout d'une échelle (marché n° MSP2202).

➤ Groupement d'appui stratégique et des solutions numériques

Rapport n° 6 - Autorisation de passation d'un avenant n° 1 de plus-value au marché relatif à la maintenance du système de gestion opérationnelle et d'alerte du SDIS de la Vendée (marché n° MSP2201).

Rapport n° 7 - Autorisation de passation d'un avenant de transfert au marché relatif aux licences et supports HPE Simplivity et VmWare (marchés n° MA2306 et MA2311).

➤ **Groupement administration finances**

Rapport n° 8 - Autorisation de passation d'une convention de partenariat entre le SDIS de la Vendée et la GMF.

➤ **Groupement formation**

Rapport n° 9 - Autorisation de passation de conventions de formation au titre de l'année 2025.

Rapport n° 10 - Autorisation de passation de conventions d'autorisation d'accès ponctuels de sites, d'équipements sportifs ou de piscines/centres aquatiques par le SDIS de la Vendée au titre de l'année 2025.

Rapport n° 11 - Autorisation de passation d'un avenant à la convention d'adhésion au consortium d'Environnement Numérique d'Apprentissage des SIS (ENASIS) avec l'ENSOSP.

Rapport n° 12 - Autorisation de passation d'un avenant n° 1 au marché relatif aux « services de restauration et de livraison de repas pour le SDIS de la Vendée » - lot n° 1 : repas de type ouvrier consommé en restaurant (marché n° MA2408).

Rapport pour information et/ou orientation

Rapport n° 13 - Fonctionnement des conseils de discipline des sapeurs-pompiers volontaires suite à la parution de l'arrêté du 30 décembre 2024.



**SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA VENDEE**

DÉLIBÉRATION

Extrait n° B25B1

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

Objet : Adoption du procès-verbal de la séance du 20 janvier 2025 du Bureau. (rapport n° B25B1)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq

Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Avant qu'il ne soit soumis à la séance du Conseil d'administration qui se déroulera le 5 mars 2025, Madame la Présidente demande aux membres du Bureau de bien vouloir se prononcer sur l'adoption du procès-verbal de la séance du 20 janvier 2025 du Bureau.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 20 janvier 2025 du Bureau tel qu'il lui a été présenté en annexe du rapport.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, le

27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Bérangère SOULARD

identifiant acte :
085-2885000-10-
20250227-B25B1-DE



Extrait n° B25B3

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

**Objet : Autorisation de passation d'un avenant n° 1 de moins-value au marché relatif à
l'acquisition d'un châssis véhicule poids-lourd (marché n° SAD23010501). (rapport n° B25B3)**

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq

Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente indique que le 22 mars 2024, le SDIS de la Vendée a conclu un marché avec la société STARTRUCKS domiciliée 18 rue Virginie Hériot 85170 DOMPIERRE-SUR-YON pour l'acquisition d'un châssis véhicule poids-lourd sachant que cette société était la seule candidate pour cette consultation.

Elle précise que le marché prévoyait un châssis modifiable en PTAC de 4,5 tonnes, le SDIS ayant alors pour projet de modifier le châssis pour un usage final de véhicule poste de commandement (VPC).

Elle ajoute que l'offre de la société STARTRUCKS a été acceptée au prix de 51 950 € HT, soit 62 340 € TTC, incluant la modification.

Madame SOULARD fait savoir qu'au cours de l'année 2024, les choix du SDIS de la Vendée ont été réétudiés et le VPC ne constitue plus un projet.

Elle explique que le châssis sera de fait utilisé pour un VSAV (Véhicule de Secours et d'Assistance aux Victimes), ne nécessitant plus alors de le modifier en PTAC de 4,5 tonnes ; par conséquent, la société STARTRUCKS a modifié son offre qui s'élève à 42 175 € HT, soit une moins-value de 18,82 % (50 610,00 € TTC).

Afin de prendre en compte cette modification, Madame la Présidente dit qu'il convient d'établir un avenant n° 1 au marché qui aura une incidence financière sur le marché en cours.

Aussi, au regard des éléments apportés, elle demande aux membres du Bureau d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer ledit avenant, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution, l'avenant n° 1 au marché relatif à l'acquisition d'un châssis véhicule poids-lourd (marché n° SAD23010501) passé avec la société STARTRUCKS domiciliée 18 rue Virginie Hériot 85170 DOMPIERRE-SUR-YON, cet avenant ayant pour objet de remplacer l'achat d'un châssis véhicule poids-lourd modifiable en PTAC de 4,5 tonnes par l'achat d'un châssis véhicule poids-lourd non modifiable en PTAC de 4,5 tonnes ; l'achat de ce châssis non modifiable en PTAC de 4,5 tonnes a fait l'objet d'une offre rectifiée par la société STARTRUCKS, soit 42 175 € HT au lieu de 51 950 € HT (-18,82%).

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, le

27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Bérandère SOULARD

Identifiant acte : 085-288500010-20250227-
B25B3-DE



Extrait n° B25B4

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

Objet : Autorisation de passation d'un avenant n° 1 de plus-value au marché relatif à la maintenance annuelle et à la réparation des détecteurs de gaz du SDIS de la Vendée (marché n° MA2214). (rapport n° B25B4)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq
Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente indique que le 16 décembre 2022, le SDIS de la Vendée a conclu un marché, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, avec la société SOMATICO domiciliée 3 bis rue Pierre Gilles de Gennes 76824 Mont-Saint-Aignan, pour des services de maintenance annuelle et de réparation des détecteurs de gaz du SDIS de la Vendée.

Elle précise que ce marché s'étend sur une durée d'un an reconductible tacitement trois fois par période d'un an et son montant maximum est fixé à 30 000 € HT par an, soit 120 000 € HT sur sa durée totale.

Il est prévu dans ce marché, dit-elle, que l'expédition du matériel faisant l'objet d'une maintenance et de réparation doit être effectuée par le SDIS.

De ce fait, ajoute Madame SOULARD, les frais de port « aller » sont à la charge du SDIS de la Vendée et les frais de port « retour » à la charge du titulaire.

Néanmoins, fait-elle savoir, pour des raisons de praticité et d'efficacité, le SDIS favorise la venue de la société sur site (par exemple pour optimiser les coûts et les délais d'indisponibilité du matériel en faisant des commandes groupées).

Madame la Présidente mentionne que ces frais de déplacement de la société génèrent des coûts supplémentaires pour le SDIS à hauteur de 250 € HT pour un déplacement, soit une augmentation moyenne de +3,33%.

Elle informe les membres du Bureau que le SDIS effectue actuellement une étude pour internaliser cette prestation sur le long terme et réduire ces prestations externalisées.

Afin de prendre en compte ce coût supplémentaire, Madame la Présidente dit qu'il convient d'établir un avenant n° 1 au marché qui aura une incidence financière sur le marché en cours.

Aussi, au regard des éléments apportés, elle demande aux membres du Bureau d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer ledit avenant, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution, l'avenant n° 1 au marché relatif à la maintenance annuelle et à la réparation des détecteurs de gaz du SDIS de la Vendée (marché n° MA2214) passé avec la société SOMATICO domiciliée 3 bis rue Pierre Gilles de Gennes 76824 Mont-Saint-Aignan, cet avenant ayant pour objet d'intégrer dans le marché les frais de déplacement de la société jusqu'au SDIS de la Vendée (pour l'aller et pour le retour) pour assurer la maintenance annuelle et la réparation des détecteurs de gaz appartenant au SDIS.

Cette prestation supplémentaire génère un coût de 250 euros HT par déplacement, soit une augmentation moyenne de 3,33% du montant du marché.

Cet avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme le 27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Bérangère SOULARD

identifiant acte : OBS - 288500010 - 20250227 -
BESB4 - DE



Extrait n° B25B5

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

Objet : Autorisation de passation d'un avenant n° 2 au marché relatif à la maintenance des échelles aériennes du SDIS de la Vendée : ajout d'une échelle (marché n° MSP2202). (rapport n° B25B5)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq
Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente indique que le 10 mars 2022, le SDIS de la Vendée a conclu, dans le cadre des exclusivités constructeur, un marché avec la société MAGIRUS CAMIVA domiciliée 686 rue de Chantabord à Chambéry (73), pour ses besoins en maintenance des échelles aériennes.

Elle fait savoir que le SDIS de la Vendée souhaite ajouter au marché une nouvelle échelle, à savoir l'EPC 30 (Echelle Pivotante Combinée) du CIS de Challans, référencée « Folio 41479 », pour laquelle la société MAGIRUS CAMIVA n'est pas en mesure de proposer un coût de maintenance équivalent aux échelles déjà présentes dans le contrat, étant donné l'évolution des coûts d'approvisionnement en matières premières, des coûts énergétiques et de main d'œuvre.

Madame SOULARD indique que le prix de la maintenance annuelle proposée pour la nouvelle échelle est de 12 932,00 € HT (le prix de la maintenance annuelle des échelles « EPC30 » équivalentes initialement présentes au contrat s'élève à 10 392,53 € HT et le prix de l'échelle ajoutée en 2024 par avenant n° 1 s'élève à 12 376 € HT avec les effets de l'inflation).

Aussi, dit-elle, au vu de l'évolution de certains coûts subis par la société, il apparaît justifié que la nouvelle échelle soit intégrée au marché avec un prix de maintenance supérieur à la maintenance des échelles déjà présentes initialement au contrat depuis mars 2022.

Afin d'intégrer l'échelle « Folio 41479 » EPC30 du CIS de Challans dans ce marché, Madame la Présidente dit qu'il convient d'établir un avenant n° 2, avec un coût de maintenance annuelle de 12 932,00 € HT (15 518,40 € TTC).

Aussi, au regard des éléments apportés, Madame la Présidente demande aux membres du Bureau d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer ledit avenant, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution, l'avenant n° 2 au marché relatif à la maintenance des échelles aériennes du SDIS de la Vendée (marché n° MSP2202) passé avec la société MAGIRUS CAMIVA domiciliée 686 rue de Chantabord à Chambéry (73), cet avenant ayant pour objet d'intégrer au marché l'échelle pivotante combinée 30 (EPC 30) du centre d'incendie et de secours de Challans, référencée « Folio 41479 » avec un prix de maintenance annuelle fixé à 12 932,00 € HT (15 518,40 € TTC).

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, le 27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Berangère SOULARD

identifiant acte : 085-288500010-20250227-B25B5-DE



Extrait n° B25B6

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

Objet : Autorisation de passation d'un avenant n° 1 de plus-value au marché relatif à la maintenance du système de gestion opérationnelle et d'alerte du SDIS de la Vendée (marché n° MSP2201). (rapport n° B25B6)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq
Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint

Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente indique que le 16 mars 2022, le SDIS de la Vendée a conclu un marché sans publicité ni mise en concurrence avec la société INETUM SOFTWARE France domiciliée 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, pour maintenir et garantir son système de gestion opérationnelle ARTEMIS sachant que la société INETUM détient des droits d'exclusivité.

Elle explique que la solution ARTEMIS fonctionne sur une infrastructure de serveurs virtuels dite « VMWare », console indispensable pour le fonctionnement de l'application et propriété de l'entreprise VMWARE sachant que ces outils « VMWare » permettent de piloter les serveurs ARTEMIS et de garantir le haut niveau de disponibilité attendu (le SDIS utilise également VMWare pour les infrastructures Serveurs Administratives et Téléphoniques).

En 2022, dit Madame SOULARD, la société américaine Broadcom a racheté la société VMware ; ainsi, tous les engagements contractuels passés antérieurement ont été modifiés de manière substantielle avec une nouvelle politique commerciale.

Elle fait savoir que les prix ont augmenté dans des proportions considérables entraînant des hausses de coûts extrêmement importantes. Elle mentionne que les sociétés privées (européennes et mondiales) et les collectivités dont les SDIS, grandes utilisatrices et dépendantes des logiciels VMWare pour faire fonctionner leurs infrastructures informatiques, se retrouvent contraintes d'accepter ces hausses de prix.

Madame la Présidente ajoute que conformément au marché, INETUM se réserve le droit d'augmenter les coûts en cas d'augmentation unilatérale de la part d'un sous-traitant et par conséquent, la société INETUM répercutera cette hausse de la maintenance VMWare au SDIS.

Elle précise que le SDIS de la Vendée règle actuellement 182 € TTC/an dans le cadre de la maintenance de cet outil pour ARTEMIS.

Madame SOULARD souligne que pour l'année 2025, le coût de la maintenance VMWare pour le système opérationnel serait modifié pour s'élever à 7 422 € TTC/an, représentant une plus-value de +1,14% sur la valeur totale du marché (évalué initialement à 1 300 000 € HT), sachant que le montant global du marché concerne un ensemble large de matériels et logiciels à maintenir notamment les évolutions AML, WEB EVO, MAPS, SMARTEMIS.

Afin de prendre en compte cette modification de tarif, Madame la Présidente dit qu'il convient d'établir un avenant n° 1 au marché qui aura une incidence financière sur le marché en cours.

Aussi, au regard des éléments apportés, elle demande aux membres du Bureau d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer l'avenant n° 1 au marché concerné, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution, l'avenant n° 1 au marché relatif à la maintenance du système de gestion opérationnelle et d'alerte du SDIS de la Vendée (marché n° MSP2201) passé avec la société INETUM SOFTWARE France domiciliée 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, cet avenant ayant pour objet de prendre en compte l'augmentation du coût de la maintenance VMWare du système de gestion opérationnelle et d'alerte ARTEMIS, ce coût passant ainsi de 182 € TTC/an à 7 422 € TTC/an, soit une plus-value de 1,14% sur la valeur totale du marché évaluée initialement à 1 300 000 € HT.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme le

27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Bérangère SOULARD

identifiant acte : 085 - 288500010 - 2025 0227 -
B2586 - DE



Extrait n° B25B7

du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée

Objet : Autorisation de passation d'un avenant de transfert au marché relatif aux licences et supports HPE Simplivity et VmWare (marchés n° MA2306 et MA2311). (rapport n° B25B7)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq

Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint

Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente indique que le 27 janvier 2023, le SDIS de la Vendée a conclu un marché relatif aux licences et supports HPE Simplivity et VmWare, avec la société P44 GROUPE OCI domiciliée 9B Impasse de la Hache 44470 CARQUEFOU, ce marché comprenant 2 lots (marché n° MA2306).

Elle ajoute que le 05 juin 2023, le SDIS de la Vendée a conclu un marché relatif au maintien en condition opérationnelle de l'infrastructure administrative avec la même société (marché n° MA2311).

Madame SOULARD précise que les prestations apportées par la société P44 GROUPE OCI dans le cadre de ces deux marchés permettent le bon fonctionnement du système informatique du SDIS de la Vendée.

Madame la Présidente fait savoir que la société P44 GROUPE OCI a informé le SDIS qu'une fusion a été opérée avec la société ILIANE le 13 novembre 2024.

Aussi, dit-elle, la société P44 GROUPE OCI a transféré les droits et obligations des marchés n° MA2306 et MA2311 à la société ILIANE, dont le siège est situé 20 rue de Brest - ZA du Carpont 29850 GOUESNOU, qui exécutera les marchés dans les mêmes conditions.

Afin d'acter ce transfert, Madame SOULARD indique qu'il est nécessaire d'établir un avenant au marché n° MA2306 et un avenant au marché n° MA2311 qui n'auront pas d'incidence financière sur les marchés en cours.

Elle précise qu'il conviendra pour l'exécution du marché de prendre en compte le SIRET et les coordonnées bancaires de la société ILIANE

Aussi, au regard des éléments apportés, Madame la Présidente demande aux membres du Bureau d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer les avenants de transfert aux marchés concernés, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution, un avenant de transfert au marché relatif aux licences et supports HPE Simplivity et VmWare (marché n° MA2306) et un avenant de transfert au marché relatif au maintien en condition opérationnelle de l'infrastructure administrative (marché n° MA2311), ces avenants concernant le transfert de l'ensemble des droits et obligations des marchés conclus avec la société P44 GROUPE OCI domiciliée 9B Impasse de la Hache 44470 CARQUEFOU vers la société ILIANE, dont le siège est situé 20 rue de Brest - ZA du Carpont 29850 GOUESNOU et ce, à la suite de la fusion de la société P44 GROUPE OCI avec la société ILIANE.

Ces transferts impliquent la prise en compte du SIRET et des coordonnées bancaires de la société ILIANE.

Ces avenants prennent effet à compter du 13 novembre 2024.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme le 27 FEV 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Bérangère SOULARD

Identifiant acte : 085-283500010-20250227
B2587-DE



Extrait n° B25B8

du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée

Objet : Autorisation de passation d'une convention de partenariat entre le SDIS de la Vendée et la GMF. (rapport n° B25B8)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq

Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le

Le Directeur départemental
adjoint

Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente indique que le 19 juillet 2023, le SDIS de la Vendée et la GMF ont signé une convention de partenariat pour la mise en place d'opérations de communication, d'information et de formation à destination des personnels du SDIS.

Elle fait savoir que dans le cadre de ces opérations, la GMF, assureur de référence des personnels de la Fonction Publique Territoriale, partenaire du Comité National d'Action Sociale (CNAS) et de l'Œuvre des Pupilles des Pompiers (ODP), a présenté régulièrement l'ensemble de son offre de services aux personnels du SDIS de la Vendée, soit : ses produits d'assurance, la mise en place et l'organisation d'actions de prévention aux risques routiers, la sensibilisation à l'éco-conduite et des actions en faveur du bien-être des agents, répondant ainsi au besoin relevant du domaine de qualité de vie en service.

Madame SOULARD explique que la GMF a pris en charge financièrement avec ses propres outils, les moyens dédiés aux actions de prévention et de sensibilisation.

En contrepartie, précise Madame la Présidente, le SDIS de la Vendée a autorisé la GMF, en dehors des actions de sensibilisation et de prévention, à tenir des stands d'information sur chacun de ses sites afin de promouvoir le partenariat de la GMF avec le CNAS et ses garanties dédiées aux agents territoriaux (avantage tarifaire, couverture affinitaire...).

Elle fait savoir que cette convention est arrivée à son terme le 31 août 2024.

Afin de poursuivre le partenariat entrepris, Madame la Présidente dit qu'il conviendrait de signer une nouvelle convention sachant que les engagements du SDIS et de la GMF seraient identiques.

Elle ajoute que cette convention prendrait effet à compter du 1^{er} mars 2025 pour se terminer le 28 février 2026.

Aussi, Madame la Présidente demande aux membres du Bureau de bien vouloir émettre un avis sur le contenu de cette convention et en cas d'avis favorable, d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer ladite convention et tous documents en lien avec ce dossier.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré :

- émet un avis favorable sur le contenu de la convention de partenariat proposée entre le SDIS de la Vendée et la GMF, convention ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles s'organiserait et fonctionnerait ce partenariat en vue de mettre en place les différentes opérations de formation, de communication et d'information ;

- par conséquent, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer cette convention (cf. convention jointe en annexe de la présente délibération) et tous documents en lien avec ce dossier, sachant que cette convention prend effet le 1^{er} mars 2025 pour se terminer le 28 février 2026.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, le

27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration

Madame Bérandère SOULARD



Identifiant acte : 085-288500010-20250227-B25B8-DE



Convention Partenaire 2025-2026

ENTRE LES SOUSSIGNES

GMF ASSURANCES, Société anonyme d'assurance au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 398 972 901, dont le siège social est situé 148 rue Anatole France 92300 Levallois-Perret, Représentée par Monsieur Jérôme GOUTARD en sa qualité de Directeur Régional, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **GMF** »

D'une part,

ET :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vendée (SDIS 85), ayant son siège à Les OUDAIRIES 85017 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX, représenté par Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'Administration,

Ci-après dénommé « **SDIS de Vendée** »

D'autre part,

GMF et le SDIS de Vendée sont dénommés les « **Parties** » ou séparément la « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le SDIS de Vendée, compte 3 216 Sapeurs-Pompiers Volontaires, Professionnels, Personnels administratifs techniques et spécialisés répartis sur tout le Département de la Vendée.

GMF, assureur de référence des personnels de la Fonction Publique Territoriale, partenaire du Comité National d'Action Sociale (CNAS) et de l'Œuvre des Pupilles des Pompiers (ODP) souhaite présenter l'ensemble de son offre de services aux personnels du SDIS de Vendée,

En effet, outre ses offres d'assurance, GMF propose au SDIS de Vendée la mise en place et l'organisation d'actions de prévention aux risques routiers et au bien-être des agents, répondant ainsi au besoin relevant du domaine de la Qualité de Vie en Service (QVS).

En outre, GMF s'engage à prendre en charge financièrement, avec ses propres outils et moyens dédiés aux actions de prévention et de sensibilisation, les conditions de sa participation à ces actions qui visent à contribuer à renforcer les liens et initier de nouvelles collaborations entre GMF et le SDIS de Vendée.

En contrepartie, le SDIS de Vendée autorise, en dehors des actions de sensibilisation et de prévention, la GMF à tenir des stands d'information sur chacun de ses sites afin de promouvoir son partenariat avec le CNAS et ses garanties dédiées aux agents territoriaux (avantage tarifaire, couverture affinitaire, etc.).

En conséquence, les parties se sont rapprochées pour définir ensemble les termes de leur collaboration.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente Convention (ci-après Convention) a pour objet de définir les conditions dans lesquelles s'organise et fonctionne le partenariat entre GMF et SDIS de Vendée en vue de mettre en place des opérations de communication, d'information et de formation à destination des personnels du SDIS

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU SDIS DE LA VENDEE

Le SDIS s'engage à accueillir GMF dans ses locaux et sur l'ensemble de ses sites, en favorisant la rencontre effective avec les personnels professionnels et volontaires. Les occasions de rencontre sélectionnées sont les suivantes :

- 1 permanence par an par groupement territorial (*les horaires de présences et la communication seront décidés communément avec le chef de groupement afin de ne pas gêner le service*) ;
- 1 permanence par semestre sur le site de la Direction.

Cette liste n'est pas exhaustive et le SDIS de Vendée pourra proposer à GMF d'intervenir dans le cadre d'autres rencontres.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE LA GMF

En contrepartie de l'exécution des engagements du SDIS de Vendée décrits à l'article 2, GMF s'engage à :

- Animer et mettre en place des actions de prévention à la demande du SDIS de Vendée dans le cadre de la Qualité de Vie en Service et des risques liés au métier ;
- Soutenir financièrement lesdites journées de prévention, y compris si GMF sollicite ses partenaires référencés prévention au besoin, de ses outils et guides de prévention. (cf. grille de tarif en annexe).

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prend effet le 01 mars 2025 et prendra fin le 28 février 2026.

Tout nouvel accord devra faire l'objet d'une nouvelle Convention après qu'un bilan ait été réalisé entre les deux parties au plus tard deux (2) mois avant la date d'échéance de la Convention et que les propositions d'actions retenues aient été définies.

ARTICLE 5 : SUIVI DE LA CONVENTION

Les Parties conviennent expressément de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations. A ce titre, elles s'engagent à maintenir une collaboration active et régulière en assurant un climat de loyauté et d'efficacité entre leurs équipes respectives.

Il appartient notamment à chaque Partie de communiquer à l'autre Partie toutes les difficultés techniques, d'organisation, humaines, financières qui pourraient avoir un impact sur la mise en œuvre et le bon déroulement du partenariat.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS RELATIVES AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Chaque Partie s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de fichiers informatiques et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Chaque Partie est autorisée à mentionner le partenariat dans tout document qu'il pourrait diffuser pour ses besoins propres de communication interne et externe, dans le respect des dispositions du présent article.

Les Parties s'engagent mutuellement à fournir à l'autre Partie les éléments nécessaires à leurs présentations respectives et à la présentation du Partenariat sur les supports qui auront été définis ou librement choisis ainsi qu'à respecter les chartes graphiques qui leur seront remises.

Les Parties s'engagent mutuellement à soumettre à l'autre Partie, pour autorisation préalable, tout document, quel que soit le support utilisé, matériel et/ou immatériel, dans lequel est reproduite la marque et/ou le logo de l'autre Partie ou la marque et/logo déposée dans le cadre du partenariat. Chaque Partie s'engage à répondre à toute demande de validation émise par tout moyen à la convenance des Parties dans le délai de 20 jours ouvrés suivant la réception de ladite demande.

A défaut de réponse, les Parties conviennent que le document est validé et qu'il pourra en conséquence être diffusé par la Partie qui formule une demande de validation.

Chaque Partie garde à sa charge les frais fixes engagés dans le cadre de la présente Convention, ainsi que ses frais propres relatifs à la communication engagée et les investissements réalisés dans le cadre de la présente Convention.

ARTICLE 8 : RESPECT DE L'IMAGE DE MARQUE

A tout moment pendant la durée de la Convention et après sa cessation, chaque Partie s'engage à n'entreprendre aucune action qui affecterait ou endommagerait l'image de marque ou la réputation de l'autre partie.

Chaque Partie s'engage à se conduire de façon honnête et morale, ne pas faire de déclaration écrite ou orale, publique ou privée, ne pas agir ou s'engager en quelque activité que ce soit qui pourrait discréditer, dénigrer ou défavoriser l'autre Partie, dans ses activités, ses produits ou ses services et ne pas autoriser ou inciter un tiers quel qu'il soit à agir de la sorte.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE

Chacune des Parties s'engage à assumer l'entière responsabilité de toutes les conséquences dommageables résultant du non-respect, par elle ou des personnes qu'elle a mandatées ou employées, de ses obligations et à indemniser l'autre Partie de tout dommage que celle-ci pourrait subir directement ou indirectement du fait de tels manquements

ARTICLE 10 : RESILIATION

10.1. Pendant toute la Durée de la Convention, en cas de manquement à l'exécution de ses obligations essentielles par l'une des Parties, la Convention pourra être résiliée de plein droit sous réserve qu'une mise en demeure de remédier à ce manquement envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception à la Partie défaillante soit restée sans effet pendant 1 (un) mois à compter de sa date d'envoi.

10.2. En cas de résiliation et sauf contradiction avec les autres articles de la Convention, chaque Partie sera déliée envers l'autre de toutes obligations dues au titre de l'exécution de la Convention résiliée, sans préjudice des éventuelles actions en responsabilité ou appels en garantie dont elle disposerait. Parallèlement, chaque Partie s'engage à cesser de diffuser tout document (et ce y compris Internet) faisant état du Partenariat et/ou faisant apparaître les marques et logos de l'autre Partie.

10.3. Si, par suite d'un cas de force majeure, les Parties sont conduites à interrompre leurs obligations respectives, l'exécution de la Convention sera suspendue pendant le temps où la Partie affectée par l'événement de force majeure sera dans l'impossibilité d'assurer ses obligations. La Partie affectée par l'événement ayant un caractère de force majeure en avertira l'autre dans les plus brefs délais en précisant la nature de l'événement, son effet, ainsi que sa durée prévisible. Toutefois, si cette interruption est supérieure à 1 (un) mois, la Convention pourra être unilatéralement résiliée sans indemnité de part ni d'autre. Il est entendu que les Parties s'engagent à faire les meilleurs efforts pour surmonter les effets de tels événements.

ARTICLE 11 : VIE DE LA CONVENTION ET MESURES CONSERVATOIRES

A la date d'expiration de la présente Convention et de ses effets, tous les privilèges, droits, concessions et obligations qu'elle mentionne et comporte cessent de plein droit et les parties signataires renoncent à s'en prévaloir passé cette date.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS FINALES

12.1. Les stipulations de la présente Convention expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties. Elles remplacent tout accord, lettre d'intention, correspondances antérieures à la signature des présentes concernant le même objet et ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé par les Parties.

12.2. La Convention est conclue intuitu personæ. En conséquence, elle n'est ni cessible, ni transmissible, sauf accord préalable exprès et écrit entre les Parties.

En outre, chacune des Parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, prestations et personnels.

12.3 Si l'une ou plusieurs stipulations de la Convention sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, sauf si elles présentent un caractère indissociable avec la disposition non valide. Dans ce dernier cas, la Convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités.

12.4. La Convention est soumise à la loi française et aux tribunaux français. Avant toute action contentieuse, les parties chercheront, de bonne foi, à régler à l'amiable leurs différends relatifs à la validité, à l'exécution ou à l'interprétation de la Convention. Les parties s'efforceront de trouver un accord amiable dans un délai de 30 (trente) jours francs à compter de la notification par l'une d'elles d'un différend soulevé, par lettre recommandée avec A.R. adressée à l'autre partie.

Fait en deux exemplaires originaux à, le

Pour la GMF Le Directeur régional Jérôme GOUTARD	Pour le SDIS de Vendée, La Présidente du Conseil d'administration du SDIS, Madame Bérandère SOULARD
--	--

Annexe 1 : tarif indicatif de la location d'un simulateur de retournement par département pour 1 journée d'intervention

	Département	Valeur de l'action
Ouest Bretagne	14	1446,00€
	61	1281,00€
	72	1172,00€
	49	1242,00€
	53	1287,00€
	35	1421,00€
	44	1393,00€
	50	1542,00€
	22	1550,00€
	56	1579,00€
	29	1580,00€
	85	1264,00€

Tarif « coût /Homme » d'une intervention animateur préventeur GMF sur une journée : 900 euros

Intervention prestataire WIMOOW pour les EDPM : 1600 euros /jour

Intervention prestataire ACPrévention, éco-conduite session 7h : 1250 euros/ jour



Extrait n° B25B9

du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée

**Objet : Autorisation de passation de conventions de formation au titre de l'année 2025.
(rapport n° B25B9)**

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq
Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

- Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;
Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;
Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente rappelle que la formation des personnels du SDIS de la Vendée est assurée :

- soit par le SDIS de la Vendée ;
- soit par des prestataires extérieurs : Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers (ENSOSP), Ecole d'Application de Sécurité Civile (ECASC), Centre National de la Fonction Publique (CNFPT), Services Départementaux d'Incendie et de Secours, Centre Hospitalier Départemental (...).

Par ailleurs, dit-elle, le SDIS est également amené à proposer des actions de formation au profit de personnels extérieurs au service.

Madame SOULARD indique que ces formations font l'objet de la passation de conventions, signées tout au long de l'année par la Présidente du Conseil d'administration du SDIS ou son représentant dûment habilité.

Elle ajoute que conformément à la délibération n° B23J11 du 28 novembre 2023, un récapitulatif de toutes les conventions de formation, signées au titre de l'année en cours, doit être présenté au membres du Bureau. Elle invite donc les membres du Bureau à prendre connaissance du document récapitulatif des conventions signées en 2024 joint au rapport.

Elle indique que 17 conventions ont été signées avec un prestataire pour des formations effectuées au profit du SDIS et aucune pour des formations assurées par le SDIS de la Vendée au profit de personnels extérieurs.

Ladite délibération n'étant plus en vigueur, Madame la Présidente dit qu'il convient aujourd'hui de renouveler cette même autorisation pour l'année 2025.

Aussi, par ce rapport, Madame SOULARD demande aux membres du Bureau de bien vouloir autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer les conventions relatives aux actions de formation avec les organismes formateurs et les services bénéficiaires au titre de l'année 2025, ainsi que tous les documents en lien avec ces dossiers étant entendu qu'il sera rendu compte au Bureau, à la fin de ladite année, des conventions ainsi signées.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer d'une part, les conventions relatives aux actions de formation effectuées par des organismes extérieurs au profit du SDIS de la Vendée et d'autre part, les conventions relatives aux actions de formation effectuées par le SDIS de la Vendée au profit de services extérieurs à l'établissement et ce, au titre de l'année 2025, ainsi que tous les documents en lien avec ces dossiers, étant entendu qu'il sera rendu compte au Bureau, à la fin de ladite année, des conventions ainsi signées.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme le 27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Béangère SOULARD

identifiant acte : 085- 288500010 - 20250227 - B2SB9 - DE



Extrait n° B25B10

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

**Objet : Autorisation de passation de conventions d'autorisation d'accès ponctuels de sites,
d'équipements sportifs ou de piscines/centres aquatiques par le SDIS de la Vendée
au titre de l'année 2025. (rapport n° B25B10)**

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq
Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérandère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente rappelle qu'en 2022, le Bureau du Conseil d'administration a validé différents modèles de conventions types, autorisant le SDIS à accéder ponctuellement à des sites, équipements sportifs et piscines/centres aquatiques.

Elle rappelle également que lors de sa séance du 28 novembre 2023, le Bureau l'a par ailleurs autorisé à signer les conventions contractées à ce titre durant l'année 2024 avec différents organismes.

Madame SOULARD ajoute que conformément à la délibération n° B23J10 du 28 novembre 2023, un récapitulatif de toutes les conventions signées au titre de l'année 2024 doit être présenté aux membres du Bureau.

Elle invite donc les membres du Bureau à prendre connaissance du document récapitulant les conventions signées à ce titre en 2024 joint au rapport.

Elle précise que 140 conventions ont été signées : 105 pour des sites divers (bâtiment, terrain...), 20 pour des équipements sportifs et 15 pour des piscines.

La délibération n'étant plus en vigueur, Madame la Présidente dit qu'il convient aujourd'hui de renouveler cette même autorisation pour l'année 2025.

Aussi, par ce rapport, elle demande aux membres du Bureau de bien vouloir autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer les conventions d'autorisation d'accès ponctuels du SDIS à des sites, équipements sportifs ou piscines/centres aquatiques appartenant à des organismes extérieurs et ce, au titre de l'année 2025, ainsi que tous les documents en lien avec ces dossiers étant entendu qu'il sera rendu compte au Bureau, à la fin de ladite année, des conventions ainsi signées.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer les conventions d'autorisation d'accès ponctuels du SDIS de la Vendée à des sites, équipements sportifs ou piscines/centres aquatiques appartenant à des organismes extérieurs et ce, au titre de l'année 2025, ainsi que tous les documents en lien avec ces dossiers, étant entendu qu'il sera rendu compte au Bureau, à la fin de ladite année, des conventions ainsi signées.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, le 27 FEV. 2025.

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Bérangère SOULARD

identifiant acte : 085-288500010-20250227-B25B10-DE



Extrait n° B25B11

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

Objet : Passation d'un avenant à la convention d'adhésion au consortium d'Environnement Numérique d'Apprentissage des SIS (ENASIS) avec l'ENSOSP. (rapport n° B25B11)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq

Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux «Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales.» ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente rappelle que le Bureau du Conseil d'administration, lors de sa séance du 04 décembre 2024, a autorisé le SDIS à passer une convention avec l'ENSOSP, convention portant adhésion au consortium d'Environnement Numérique d'Apprentissage des SIS (ENASIS) et l'a autorisé à la signer.

Elle indique que cette convention détermine les modalités de mutualisation et de coopération entre l'ENSOSP et le SDIS et ce, sur les volets organisationnel, technique et financier.

Depuis cette date, dit-elle, des documents structurants ont été finalisés par l'ENSOSP et intègrent les éléments suivants :

- un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) qui décline les mesures de sécurité mises en œuvre pour assurer le maintien en condition de sécurité (MCS) de la plateforme ENASIS. Ce PAS est la finalisation de la 1^{ère} action déclinée dans le plan d'actions de l'analyse des risques, déclinée par un prestataire expert fin 2023 ;
- une annexe de responsabilité conjointe qui documente les dispositions spécifiques liées aux traitements des données à caractère personnel entre les partenaires et les écoles (ENSOSP et Entente).

Madame SOULARD indique que, ces mises à jour nécessitent la rédaction d'un avenant n° 1 à la convention.

Elle informe les membres du Bureau que la convention qui arrivera à son terme le 31/12/2025, sera renouvelée par une convention incluant les modalités de gouvernance (01/01/2026 au 31/12/2028).

Aussi, au regard des éléments apportés, Madame la Présidente demande aux membres du Bureau d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer l'avenant à cette convention.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer l'avenant n° 1 à la convention d'adhésion au consortium d'Environnement Numérique d'Apprentissage des SIS (ENASIS) passée entre le SDIS de la Vendée et l'École Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers (ENSOSP) domiciliée 1070 rue du Lieutenant Parayre à Aix-en-Provence (13) tel qu'il lui a été présenté en annexe du rapport et joint à la présente délibération, cet avenant ayant pour objet de modifier les articles 1, 4, 6 et 12 de la convention et d'intégrer les documents suivants à la convention :

- Annexe 1 bis : Modalités techniques de la plateforme ENASIS.
- Annexe 1 ter : Plan d'Assurance Sécurité ENASIS.
- Annexe 4 : Responsabilité conjointe concernant le traitement des données à caractère personnel.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, le

27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Béatrice SOULARD

identifiant acte : 085 - 288500010 - 20250227 - B25BM- DE



AVENANT N° 1 À LA CONVENTION ENASIS N°2023-077 SDSR SDIS 85

Entre les soussignés :

L'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers,
située 1070 rue du Lieutenant Parayre - BP 20316 - 13798 Aix-en-Provence Cedex 3,
déclaration d'activité enregistrée sous le n° 93.13.14092.13 auprès du Préfet de région de Provence-Alpes-Côte d'Azur, SIRET n° 180 092 496 000 25,
représentée par son directeur,

Ci-après dénommée « Ensosp »

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée,
Situé Les Oudairies – BP 695 – 85017 La Roche sur Yon Cedex,
Siret n° 288 500 010 000 13,
représenté par son président,

Ci-après dénommée « partenaire »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

L'article 1 « Objet » de la convention est modifié comme suit :

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de mutualisation et de coopération avec le partenaire sur les volets organisationnel, technique et financier.

Elle est constituée d'un document principal et de 4 annexes pouvant être modifiées sans remise en cause du document principal.

Article 2

L'article 4 « Hébergement de la plateforme Moodle » de la convention est modifié comme suit :

4 Cadre technique de la plateforme Moodle

Le prestataire MOODLE assure la mise à disposition d'une plateforme web installée conformément aux prescriptions de MOODLE HQ.

Les modalités techniques d'hébergement et de sécurité sont décrites dans le règlement de fonctionnement global du dispositif défini en annexe 1 de la présente convention.

Ces modalités sont composées des mesures de sécurité mises en œuvre pour assurer le maintien en condition de sécurité (MCS) et le maintien en condition opérationnelle (MCO) de la plateforme.

Elles couvrent le périmètre suivant :

- L'hébergement ;
- La disponibilité ;
- La gestion des sauvegardes et archivages ;
- La sécurisation des données ;
- Les évolutions du socle technique de l'outil MOODLE.

Article 3

L'article 6 « Cadre financier » de la convention est modifié comme suit :

Les coûts de la plateforme sont intégralement assurés par l'Ensosp.

L'adhésion au consortium permet d'accéder gratuitement aux services et prestations suivants pris en charge par l'Ensosp :

- Hébergement de l'application, stockage et sécurisation des données ;
- Maintenance corrective (technique, fonctionnel) ;
- Maintenance évolutive selon la feuille de route validée par le consortium, prise en charge pour l'Ensosp ;
- Webinaires et accompagnement organisés au sein du consortium.

L'Ensosp ne prend pas en charge la maintenance évolutive des systèmes d'information du partenaire en lien avec la plateforme Enasis.

Article 4

L'article 12 « Données à caractère personnel » de la convention est modifié comme suit :

L'annexe 4 de la présente convention documente les dispositions spécifiques liées aux traitements des données à caractère personnel mises en œuvre sur la plateforme Enasis conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD).

Le Partenaire ainsi que l'Ensosp déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel sur la plateforme Enasis.

Cette annexe définit le rôle de chacun et leurs responsabilités respectives.

Article 5

L'annexe 1 « Règlement de fonctionnement » est complétée de l'annexe 1 bis : Modalités techniques de la plateforme Enasis et de l'annexe 1 ter : Plan d'Assurance Sécurité Enasis joints au présent avenant.

Article 6

L'annexe 4 « Responsabilité conjointe concernant le traitement des données à caractère personnel » est créée et jointe au présent avenant.

Article 7

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Fait à Aix-en-Provence, le

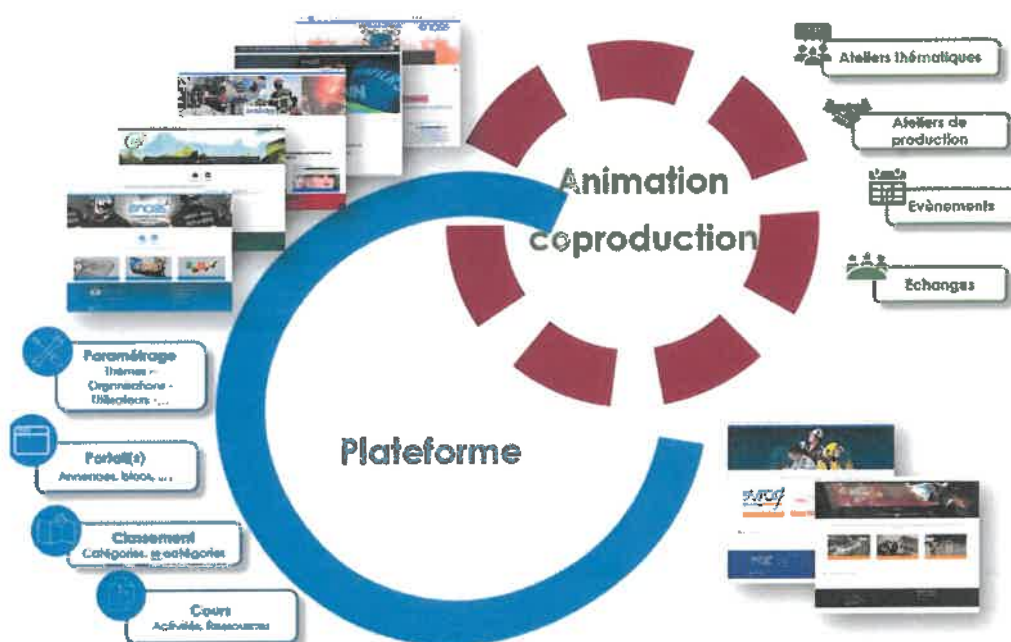
Pour le SDIS 85,

Le Directeur de l'Ensosp,

Colonel hors classe Laurent Kihl



Annexe 1 bis : MODALITES TECHNIQUES DE LA PLATEFORME ENASIS



Sommaire

PREAMBULE.....	3
1. Description de l'environnement	3
2. Sous-traitance	3
3. Hébergement	3
4. Maintenance corrective	4
5. Maintenance préventive	4
6. Evolutions techniques	4
7. Sauvegardes	4
8. Plan d'assurance sécurité.....	5

PREAMBULE

La plateforme de formation à distance « ENASIS », pilotée par l'ENSOSP et mise à disposition des SIS souhaitant développer l'apprentissage à distance et mutualiser avec d'autres partenaires, repose sur un double dispositif :

- Un dispositif organisationnel avec une gouvernance composée d'un comité de pilotage, d'une commission pédagogique et technique et de sous-commissions spécialisées.
- Un dispositif technique avec un hébergement d'une plateforme web à la charge d'un prestataire Moodle.

Ce document précise les éléments techniques relatifs à la plateforme ENASIS et à sa maintenance.

1. Description de l'environnement

L'environnement d'apprentissage numérique ENASIS repose sur la solution d'enseignement à distance MOODLE.

Un serveur MOODLE configuré en multi entité permet la gestion des environnements des différents partenaires ENASIS de manière sécurisée.

Pour cela, un serveur physique est dédié à l'application, la base de données, et un autre serveur est déporté sur un autre site pour la sauvegarde.

2. Sous-traitance

Afin d'assurer un niveau de service adapté aux enjeux de la pédagogie, et de disposer d'expertise sur les technologies mises en œuvre, l'ENSOSP a fait le choix de sous-traiter plusieurs rôles et missions :

- Hébergement du serveur ENASIS
- Maintenance de l'environnement Moodle
- Expertise et développement d'évolutions futures

Un contrat a été souscrit avec un prestataire spécialisé pour la fourniture des prestations précitées.

3. Hébergement

Le serveur ENASIS est implémenté dans le centre de données d'un hébergeur privé, situé en France, choisi par le prestataire suivant les exigences de l'école nationale et correspondant aux attentes du consortium ENASIS.

Le taux de disponibilité de la plateforme est de 99.9%.

En outre, l'hébergeur de la plateforme ENASIS détient les certifications suivantes :

- ISO 27001
- Attestation SOC 1 type II et SOC 2 type II
- Fait partie du registre STAR de la Cloud Security Alliance
- PCI-DSS Niveau 1

4. Maintenance corrective

Sur l'environnement Moodle ENASIS, les plages horaires d'assistance sont les suivantes :

Du lundi au jeudi de 8h30 à 17h30

Le vendredi de 8h30 à 16h

Les modalités d'accès au support technique sont présentées dans l'annexe 2 de la convention (outil Mantis).

En cas de difficulté technique, les temps d'intervention du prestataire sont les suivants :

Anomalie	Délai de prise en charge	GTR
Bloquante	1h	6h
Majeure	2h	4 jours
Mineure	4h	10 jours

En cas de sinistre sur la partie hébergement, la plage horaire de prise en charge et de résolution des incidents est étendue au samedi.

5. Maintenance préventive

L'ENSOSP s'engage à faire évoluer les versions des différents composants techniques de la plateforme ENASIS pour répondre aux évolutions technologiques et alertes de sécurité.

Tous les ans seront appliquées à minima deux mises à jour mineures et deux mises à jour majeures de l'environnement Moodle.

6. Evolutions techniques

Les évolutions techniques de l'environnement Moodle seront traitées dans le cadre du dispositif présenté dans le paragraphe « 5. Cadre organisationnel » de la présente convention.

7. Messagerie

Afin d'assurer un support de 1^{er} niveau à ses utilisateurs, harmonisé avec les autres partenaires du consortium, le partenaire créera dans la mesure du possible, une boîte de messagerie « enasis@sdisxx.fr » (« xx » étant le numéro du département du partenaire)

8. Sauvegardes

Pour garantir la pérennité des sauvegardes et la facilité de restauration en cas de besoin, le serveur Moodle ENASIS est sauvegardé tous les jours.

En termes de rétention, la sauvegarde quotidienne du serveur est conservée pendant cinq jours ; de plus, une sauvegarde hebdomadaire est conservée durant trois semaines.

La sauvegarde des cours est traitée dans un processus différent et sa durée de conservation est de deux jours.

Toutes les sauvegardes sont copiées sur un autre serveur situé dans un centre de données différent.

9. Plan d'assurance sécurité

Un Plan d'Assurance Sécurité est fourni par le prestataire, il permet de formaliser le niveau de sécurité mis en œuvre en prenant en compte les principaux risques identifiés :

- Risque d'indisponibilité de la plateforme
- Risque de divulgation ou perte de confidentialité des informations
- Risque d'altération ou perte d'intégrité

Dans ce document, le prestataire s'engage sur un niveau de service, il présente les mesures mises en œuvre pour garantir un niveau de sécurité élevé de la plateforme ENASIS : sécurité physique, logique, réseau, des ressources humaines, de l'exploitation, respect du RGPD...

Sur demande d'un partenaire du consortium ou d'un candidat à l'adhésion, ce plan d'assurance sécurité du prestataire peut être transmis.



ANNEXE 1 TER

PLAN D'ASSURANCE SECURITE

ENASIS

Table des matières

- 1 Généralités
 - 1.1 Objet du document
 - 1.2 Organisation du document
 - 1.3 Périmètre du Plan d'Assurance Sécurité
 - 1.4 Politique de révision du Plan d'Assurance Sécurité
- 2 Partie I : Description, Acteurs, Organisation de la sécurité
 - 2.1 Description de la plateforme ENASIS
 - 2.2 Identification des acteurs et de leur rôle
 - 2.3 Organisation de la gestion de la cyber sécurité
- 3 Partie II : Mesures de sécurité de la plateforme ENASIS
 - 3.1 Architecture globale de la plateforme ENASIS
 - 3.2 Certifications et localisation de la plateforme ENASIS
 - 3.3 Infrastructure physique et cloisonnement des données
 - 3.4 Plan de Continuité d'Activité et gestion des sauvegardes
 - 3.5 Infogérance – Engagement de service
 - 3.6 Protection externe de la plateforme ENASIS et Pare-feu applicatif (WAF)
 - 3.7 Administration sécurisée depuis les réseaux de l'infogéreur
 - 3.8 Gestion des accès logiques pour les administrateurs fonctionnels et utilisateurs
 - 3.9 Gestion continue des vulnérabilités
 - 3.10 Déclaration d'incident de sécurité
 - 3.11 Audit de sécurité
- 4 Annexes
 - 4.1 Désignation des sous-traitants

Historique des versions

Version	Opérations	Nom	Date
Version 0.1	Version initiale	PRESTIGIACOMO	23/01/2024
Version 0.2	Complétude	PRESTIGIACOMO	25/01/2024
Version 0.3	Complétude	PRESTIGIACOMO	29/01/2024
Version 0.4	Complétude	PRESTIGIACOMO	30/01/2024
Version 0.5	Complétude	PRESTIGIACOMO	01/02/2024
Version 0.5	Complétude	PRESTIGIACOMO	06/02/2024
Version 0.6	Complétude	PRESTIGIACOMO	08/02/2024
Version 0.7	Complétude	PRESTIGIACOMO	13/02/2024
Version 0.8	Complétude	PRESTIGIACOMO	15/02/2024
Version 0.9	Complétude	PRESTIGIACOMO	19/02/2024
Version 1.0	Finalisation	PRESTIGIACOMO	15/03/2024
Version 1.1	Ajustement	DPO/RSSI ENSOSP	15/05/2024

Glossaire

Terme	Description
ANSSI	Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés
DPO	Data Protection Officer
DRP	Disaster Recovery Plan
ISO	International Standard Organization
ISO 27000	Norme relative relative aux services de gestion IT
ISO 27001	Norme relative au « Système de Management de la Sécurité de l'Information »
MCO	Maintien en condition opérationnel
MCS	Maintien en condition de sécurité
PaaS	Platform as a Service
PAS	Plan d'Assurance Sécurité
PCA / PRA	Plan de Continuité d'Activité / Plan de Reprise d'Activité
PSSI	Politique de Sécurité du Système d'Information
RGPD	Règlement Général de Protection des Données
RSSI	Responsable Sécurité des Systèmes d'Information
RTO / RPO	Recovery Point Objective / Recovery Time Objective
SaaS	Software as a Service
SI	Système d'Information
SLA	Service Level Agreement
SMSI	Système de Management de la Sécurité de l'Information
SSH	Secure Shell Protocol
TLS	Transport Secure Layer
VPN	Virtual Private Network
WAF	Web Application Firewall

1 Généralités

1.1 Objet du document

Le présent Plan d'Assurance Sécurité (PAS) est dédié à la plateforme de formation à distance ENASIS proposée par l'ENSOSP aux partenaires du Consortium ENASIS accessible à l'adresse <https://enasis.fr>.

Ce document a pour objectif de présenter les mesures de sécurité mises en œuvre pour assurer le maintien en condition de sécurité (MCS) de la plateforme ENASIS.

1.2 Organisation du document

Ce plan d'assurance sécurité est organisé en 2 parties :

- La partie I présente la plateforme ENASIS, les acteurs, l'organisation de la sécurité
- La partie II énumère l'architecture et les mesures de sécurité.

1.3 Périmètre du Plan d'Assurance Sécurité

Le présent PAS couvre le maintien en condition de sécurité (MCS) de la plateforme ENASIS uniquement.

1.4 Politique de révision du Plan d'Assurance Sécurité

Le présent PAS peut être révisé :

- À la suite d'une modification significative de l'organisation de la gestion de la sécurité
- À la suite de l'enrichissement des mesures de sécurité organisationnelles ou techniques

2 Partie I : Description, Acteurs, Organisation de la sécurité

2.1 Description de la plateforme ENASIS

La plateforme ENASIS est basée sur l'application MOODLE ¹ dédiée à la formation à distance. **c'est une solution open source en mode SaaS.**

Cette plateforme est utilisée par les Partenaires du Consortium ENASIS ainsi que par l'Ensosp dans le cadre de ses propres formations.

Pour cela, **la plateforme MOODLE est configurée en multi-organisations et permet la gestion des environnements des différents Partenaires** de manière sécurisée. Cette configuration permet à chaque Partenaire une autonomie de gestion de son organisation sur différents volets fonctionnels (page d'accueil, comptes, groupes, attribution des rôles, espaces d'activités).

2.2 Identification des acteurs et de leur rôle

La plateforme ENASIS est administrée fonctionnellement par l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers.

L'Ensosp assure le lien contractuel avec un prestataire Moodle en charge de l'administration de l'application Moodle et de son hébergement web, conformément aux prescriptions de Moodle HQ.

L'Ensosp assure l'administration de la plateforme et coordonne son évolution.

L'Ensosp n'assume aucune responsabilité quant aux informations qui sont diffusées par le biais de la plateforme ; n'exerçant aucun contrôle sur les informations du Partenaire.

L'Entente Valabre utilise également cet environnement numérique d'apprentissage et possède un rôle d' « administrateur plateforme » pour des raisons historiques de coopération, et « gestionnaire école » pour les formations de l'ECASC.

Le maintien en condition de sécurité (MCS) de la plateforme ENASIS repose sur :

1. **Le sous-traitant en charge du MCS de la plateforme ENASIS, ci-après dénommé « infogéreur ».** Il a notamment la charge du MCS des systèmes d'exploitation des serveurs, des applications installées sur les serveurs et des bases de données liées à la plateforme ENASIS.
2. **Le prestataire d'hébergement ci-après dénommé « hébergeur ».** Le contrat d'hébergement est au nom de l'infogéreur. Le prestataire d'hébergement est piloté directement par l'infogéreur et **aucune relation directe entre le consortium ENASIS et l'hébergeur existe.** L'hébergeur a la responsabilité du MCS de l'infrastructure physique des serveurs et du datacenter et l'interconnexion réseau à Internet.

Se reporter à l'annexe pour la désignation dessous-traitants et prestataires

2.3 Organisation de la gestion de la cyber sécurité

Le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) : Il est garant de la mise en application du PAS. Il doit mettre en place des contrôles et des audits du PAS auprès de l'infogéreur. Il doit rendre compte auprès du consortium des incidents de sécurité et du niveau de sécurité opérationnel de la plateforme ENASIS.

Le Délégué à la Protection des Données (DPO) : Le Partenaire ainsi que l'Ensosp sont responsables de traitement conjoints des données à caractère personnel sur la plateforme ENASIS. Une annexe spécifique à la convention définit le rôle de chacun et leurs responsabilités respectives. Les référents de traitement des données sont les délégués à la protection du Partenaire et de l'Ensosp (dpo@ensosp.fr).

¹ Plateforme open source moodle [Accueil | Moodle.org](https://moodle.org)

L'administrateur de la plateforme ENASIS : il est responsable de l'attribution des droits d'accès à l'administrateur d'organisation désigné dans la convention.

L'administrateur d'organisation : Chaque Partenaire du Consortium désigne un administrateur d'organisation lors de la signature de la convention. Il est responsable de l'administration de son espace dédié et affecte les rôles propres au fonctionnement de son organisation (et les droits d'accès qui en découlent).

Le comité de sécurité : Il est composé au sein de l'ENSOSP d'un représentant de la direction, du RSSI, du DPO ainsi que des membres éventuels désignés au sein des partenaires, par le comité de pilotage.

Le comité de sécurité est en charge notamment de :

- Remonter les besoins de sécurité des entités (partenaires) et toute autre partie intéressée
- Identifier les risques opérationnels et les risques liés aux évolutions de la plateforme ENASIS
- Prendre en compte les incidents de sécurité
- Définir les actions de sécurisation à entreprendre sur les aspects techniques et organisationnels
- Suivre l'avancement et l'efficacité des nouvelles mesures de sécurité
- Contrôler le niveau de sécurité par des audits de sécurité conformément au plan d'assurance sécurité
- Echanger avec la CNIL ou l'ANSSI

3 Partie II : Mesures de sécurité de la plateforme ENASIS

3.1 Architecture globale de la plateforme ENASIS

La plateforme ENASIS est basée sur la plateforme open source MOODLE. Deux environnements distincts chez l'hébergeur sont mis en œuvre, un environnement de production pour délivrer le service de formation à distance et un environnement de préproduction notamment pour la validation des nouvelles versions de la plateforme. La plateforme Moodle est constituée des éléments suivants :

- Serveur physique dédié à la plateforme ENASIS
 - o Système d'exploitation Linux AlmaLinux²
 - o Base de données Mariadb
 - o Web server Apache et un moteur PHP
 - o Application Moodle Multi Tenant et des plugins additionnels
- Serveur physique dédié à la sauvegarde

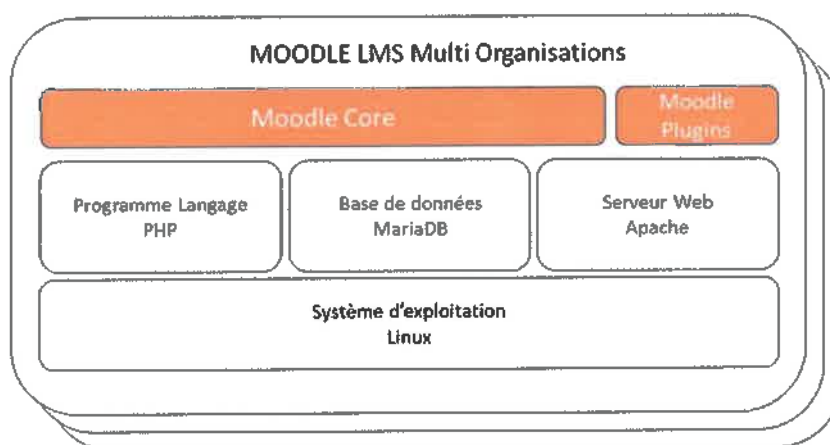


Figure 1 : Moodle Multi-organisations

Tous les flux de production et d'administration transitent par un pare-feu applicatif (WAF) décrit dans la 2eme partie du document. Ce service WAF est délivré en mode SaaS directement par l'éditeur de la solution de pare-feu applicatif « Imunify360».

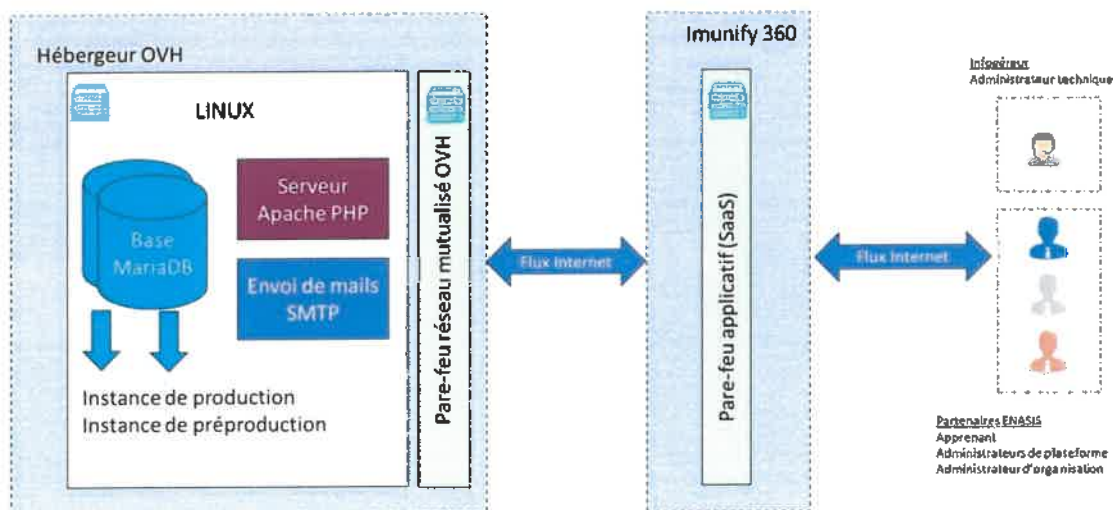


Figure 2 : Pare-feu applicatif Imunify 360

² AlmaLinux : <https://almalinux.org/>

Les différentes parties prenantes de la plateforme ENASIS sont présentées dans le schéma ci-dessous.

Il y a les administrateurs techniques (infogérant) et les administrateurs fonctionnels de la solution (Administrateur Plateforme et Administrateur d'organisation du consortium), ainsi que les utilisateurs (apprenant) de la solution.

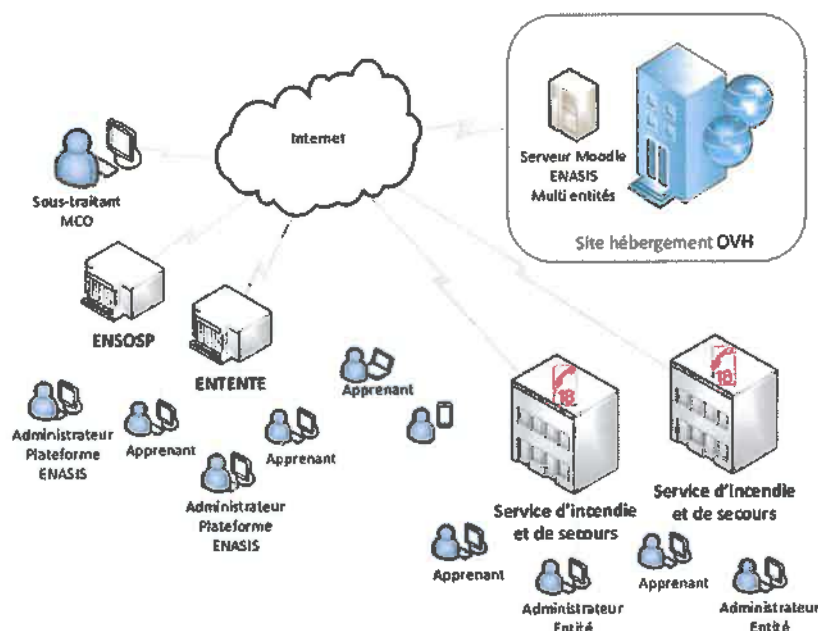


Figure 3 : Différentes parties prenantes de la plateforme ENASIS

3.2 Certifications et localisation de la plateforme ENASIS

L'hébergeur est certifié ISO 27001 (Système de Management de la Sécurité) et s'appuie sur les normes ISO 27002 et ISO 27005 pour la gestion de la sécurité et l'appréciation des risques et traitements associés.

L'hébergeur possède également les attestation SOC 1 type II et SOC 2 type et fait partie du registre STAR de la Cloud Security Alliance.

Les données stockées chez l'hébergeur sont localisées en France au sein des centres de données de l'hébergeur à Roubaix/Graveline et Strasbourg.

Les administrateurs techniques de l'infogéreur se connectent à la plateforme uniquement depuis des sites basés en France depuis le siège à Buchelay de la société basée dans les Yvelines (78) et ses autres sites basés à Nantes (44), Metz (57) et Toulouse (31).

3.3 Infrastructure physique et cloisonnement des données

La plateforme ENASIS bénéficie de sa propre infrastructure physique chez l'hébergeur pour faire fonctionner l'application MOODLE, avec un serveur physique dédié à la plateforme ENASIS à l'usage exclusif du consortium. Un autre serveur déporté sur un autre site de l'hébergeur est utilisé pour la sauvegarde. Ce serveur est mutualisé avec d'autres clients de l'infogéreur.

3.4 Plan de Continuité d'Activité et gestion des sauvegardes

En cas d'indisponibilité prolongée d'un des trois centres de données de l'hébergeur (Roubaix/Graveline et Strasbourg), la plateforme MOODLE peut être basculée vers un autre centre de données disponible. La procédure de basculement est manuelle. Le délai de prise de décision dépend de la nature de l'événement remonté par l'hébergeur et des impacts potentiels identifiés par l'infogéreur. La prise de décision s'effectue de manière collégiale entre l'infogéreur et l'ENSOSP. Le délai d'interruption maximum (RTO) garanti par l'infogéreur est de 24 heures.

Concernant les sauvegardes, on distingue deux types de sauvegarde :

- la sauvegarde de la plateforme incluant l'ensemble des composants de la plateforme (système d'exploitation, applications, base de données)
- la sauvegarde des supports de cours incluant l'ensemble des fichiers de formation

La sauvegarde de la plateforme est journalière. Elle est conservée pendant 5 jours et une sauvegarde hebdomadaire est conservée pendant 3 semaines. Les sauvegardes sont stockées dans un autre centre de données de l'hébergeur sur un serveur mutualisé. Cette externalisation de sauvegarde garantit leur intégrité en cas de sinistre majeur et une restauration rapide dans le centre de données de secours.

La sauvegarde des cours est traitée dans un processus différent avec une fréquence journalière et une durée de rétention de 2 jours sur le serveur de production lui-même. En cas d'incident partiel, le processus d'externalisation de la sauvegarde de la plateforme vers un autre centre de données prend en compte l'ensemble des données y compris les cours. La perte de données maximum (RPO) garantie par l'infogéreur est de 24 heures.

3.5 Infogérance – Engagement de service

Dans le cadre du contrat avec l'Ensosp, l'infogéreur a mis en place une organisation incluant, pour la totalité de la plateforme ENASIS, les prestations suivantes :

- Maintenance préventive
- Maintenance corrective
- Mise en place de correctifs de sécurité si nécessaire en cas d'alerte remontée par le CERT FR

Les processus de maintenance dans la plateforme de production sont effectués de nuit ou à des horaires spécifiquement convenus avec l'équipe pilote d'ENASIS. Le support est ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 19h30. L'accès au support technique s'effectue via l'outil Mantis via l'URL : <https://www.ticket.lmsenasis.com>.

En cas de difficultés technique, le prestataire garantit les délais de prise en charge et de résolution. En cas de sinistre sur la partie hébergement, la plage horaire de prise en charge et de résolution des incidents est étendue au samedi.

Pour plus d'information se reporter à l'annexe 1 (Règlement de fonctionnement) et à l'annexe 2 (Procédure d'accès à la plateforme d'assistance) de la convention

3.6 Protection externe de la plateforme ENASIS et Pare-feu applicatif (WAF)

Tous les accès à la plateforme MOODLE passent par un pare-feu applicatif (WAF). Un WAF ou pare-feu applicatif web aide à protéger les applications web en filtrant et en surveillant le trafic HTTP entre une application Web et Internet. Il protège les applications Web des attaques notamment de type falsification de site croisé, Script de site à site (XSS), d'inclusion de fichier et d'injection SQL. La solution déployée est Imunify360 - <https://www.imunify360.com>

3.7 Administration sécurisée depuis les réseaux de l'infogéreur

3.7.1 Gestion des accès logiques pour les administrateurs techniques

Tous les flux d'administration technique utilisent le protocole SSH et se connectent au serveur de production avec leur clé SSH. Les administrateurs techniques de l'infogéreur se connectent depuis leurs réseaux internes vers la plateforme MOODLE. Uniquement les adresses IP des différents sites de l'infogéreur cités précédemment sont autorisées à se connecter sur la plateforme pour effectuer des actions de maintenance.

3.7.2 Traçabilité des actions d'administration techniques

Tous les accès sur les serveurs sont tracés par le firewall mutualisé de l'hébergeur et par le fournisseur du service WAF en mode SaaS Imunify360. Les durées de rétention des logs sont respectivement :

- de 30 jours chez l'hébergeur
- de 30 jours chez le fournisseur de service WAF

3.7.3 Politique de contrôle d'accès pour les administrateurs techniques

Uniquement les développeurs et les administrateurs de l'infogéreur ont un accès nominatif de type administrateur³ sur les serveurs et les applications de la plateforme MOODLE ainsi que la base de données et les sauvegardes.

La politique de mot de passe des comptes administrateur appliquée par l'infogéreur respecte les préconisations de l'ANSSI en termes de taille, complexité, période de renouvellement mentionnées dans le document intitulé « RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'AUTHENTIFICATION MULTIFACTEUR ET AUX MOTS DE PASSE⁴ »

Pour plus d'information se reporter aux préconisations de l'ANSSI

Les administrateurs fonctionnels du consortium ENASIS n'a pas la possibilité d'accéder aux serveurs ni à la base de données de la plateforme MOODLE. Pour cela il est nécessaire d'avoir un compte de type administrateur technique.

Pour plus d'information se reporter au document de référence « Plan d'assurance Sécurité LMS FACTORY » Version 1.2 (Décembre 2022).

3.7.4 Protection des mots de passe des comptes à privilèges

Les administrateurs techniques de l'infogéreur ont connaissance des mots de passe des comptes à privilèges⁵ techniques déclarés sur le serveur et la base de données de la plateforme MOODLE.

Les mots de passe des comptes à privilèges de la plateforme ENASIS sont stockés dans un coffre-fort de mots de passe⁶ en mode SaaS. La solution utilisée est Lockself <https://www.lockself.com>.

³ Compte administrateur : compte disposant de droits élevés sur le système d'information

⁴ RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'AUTHENTIFICATION MULTIFACTEUR ET AUX MOTS DE PASSE
<https://cyber.gouv.fr/publications/recommandations-relatives-authentification-multifacteur-et-aux-mots-de-passe>

⁵ Compte à privilèges: Compte disposant de droits élevés sur le système d'information comme un compte administrateur

⁶ Coffre-fort de mots de passe. Logiciel permettant de centraliser le stockage chiffré et la gestion des mots de passe.

3.8 Gestion des accès logiques pour les administrateurs fonctionnels et utilisateurs

On distingue deux types d'administrateurs fonctionnels :

- L'administrateur de la plateforme : il possède les droits administrateurs sur toutes les entités au niveau de l'application MOODLE
- L'administration d'organisation : il possède les droits administrateurs sur son organisation au niveau de l'application MOODLE

Tous les accès de type administrateur ou utilisateur à la plateforme se font en utilisant le protocole HTTPS et au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe.

3.8.1 Politique de contrôle d'accès des administrateurs fonctionnels

Pour des raisons de continuité de service il existe plusieurs administrateurs de la plateforme au niveau de l'ENSOSP.

Les administrateurs de la plateforme créent les comptes des administrateurs d'organisation. Lors de la 1ère connexion, l'administrateur d'organisation doit changer son mot de passe.

3.8.2 Politique de contrôle d'accès des utilisateurs

Les administrateurs d'organisation créent les comptes utilisateurs. L'attribution ou la révocation des accès utilisateurs est réalisée en fonction des besoins et selon la procédure de l'organisation. Lors de la 1ère connexion, l'utilisateur peut changer son mot de passe. **Un compte utilisateur est rattaché à une organisation.**

3.8.3 Politique de gestion des mots de passe

L'attribution des mots de passe est effectuée de manière à préserver leur confidentialité.

Les administrateurs fonctionnels ainsi que les utilisateurs doivent utiliser des mots de passe de qualité (longueur, complexité, renouvellement) sur tous les systèmes et applications sensibles selon les préconisations de l'ANSSI dans le document intitulé « RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'AUTHENTIFICATION MULTIFACTEUR ET AUX MOTS DE PASSE⁷ »

Lors de la création d'un compte il est conseillé d'imposer le changement du mot de passe de l'utilisateur.

Actuellement, la composition du mot de passe doit , a minima, respecter les critères suivants : **8 caractères minimum, alphanumérique avec 1 chiffre, une majuscule et un symbole.**

Le renouvellement du mot de passe est à la discrétion des administrateurs fonctionnels et de l'utilisateur lui-même.

Les bonnes pratiques pour la gestion des mots de passe sont disponibles sous forme de tutoriels disponibles sur la plateforme MOODLE.

Pour plus d'information se reporter au document de référence de l'ANSSI

Pour plus d'information se reporter au document de référence «TUTO_3-2_UTILISATEURS_GestionComptes.pdf »

3.8.4 Revue des droits d'accès

La politique de revue des comptes et des droits d'accès est réalisée par l'Administrateur d'organisation à sa discrétion. Un gestionnaire d'utilisateurs peut être désigné par l'administrateur d'organisation pour réaliser ce type d'action. Les comptes sont désactivés pour les personnes quittant la profession. Ils ne sont pas supprimés.

Pour les utilisateurs en attente de mutation, ils sont attachés à une organisation temporaire (Hors ENASIS / En attente de rattachement) par le "Administrateur plateforme ».

L'administrateur de plateforme a l'accès à l'ensemble des comptes utilisateurs de toutes les organisations.

⁷ RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'AUTHENTIFICATION MULTIFACTEUR ET AUX MOTS DE PASSE

<https://cyber.gouv.fr/publications/recommandations-relatives-authentification-multifacteur-et-aux-mots-de-passe>

L'administrateur d'organisation et le gestionnaire d'utilisateurs ont le listing de tous les comptes de leur organisation d'appartenance.

3.9 Gestion continue des vulnérabilités

3.9.1 Veille de sécurité et traitement des alertes du CERT FR

En cas de vulnérabilités publiées par le CERT FR concernant la plateforme MOODLE, l'infogéreur met en œuvre les correctifs de sécurité dans un délai de 7 jours ouvrés.

Toutes les alertes de sécurité déclarées sur le site du gouvernement <https://www.cert.ssi.gouv.fr/> qui concernent la plateforme MOODLE, c'est à dire, les systèmes d'exploitation et les différents composants de l'architecture technique font l'objet de la mise en œuvre des correctifs nécessaires par l'infogéreur.

Lorsqu'une vulnérabilité critique est corrigée par une nouvelle version, l'infogéreur en informe le RSSI de l'ENSOSP pour planifier sa mise en production.

3.10 Déclaration d'incident de sécurité

Les administrateurs d'organisation doivent remonter tout incident de sécurité au travers de l'outil de déclaration d'incident de la plateforme Mantis via le lien <https://www.ticket.lmsenasis.com> afin que l'infogéreur puisse les traiter. En cas d'incident critique, l'administrateur doit contacter le RSSI par email à l'adresse rsi@ensosp.fr en indiquant le numéro de ticket Mantis.

En cas d'incident de sécurité critique sur la plateforme MOODLE susceptible d'impacter un partenaire ou bien l'ensemble des partenaires du consortium, le RSSI de l'ENSOSP en informe le comité sécurité immédiatement dès qu'il en a connaissance.

Tous les incidents de sécurité sont concernés, qu'ils soient en lien avec les données personnelles ou non.

L'infogéreur a l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais auprès du RSSI tout incident de sécurité dont il a connaissance, que l'incident se produise sur la plateforme MOODLE ou bien sur son propre système d'information ou bien chez l'hébergeur.

Si l'événement présente un risque pour les droits et libertés des personnes, le délégué à la protection des données du Partenaire ou de l'Ensosp (en fonction de l'origine de l'événement) devra notifier la CNIL dans les meilleurs délais, au plus tard dans les 72 heures. Cette dernière indiquera au DPO s'il est nécessaire d'informer les personnes concernées par la violation.

3.11 Audit de sécurité

L'ENSOSP, en accord avec l'infogéreur en respectant notamment un préavis minimum de 60 jours ouvrés pourra faire procéder, à ses frais, à un audit de sécurité en menant des campagnes de tests (tests intrusifs, tests de vulnérabilités).

À ce titre, le consortium désignera un auditeur indépendant qui devra signer un **engagement de confidentialité** et fournira les adresses IP publiques qui seront utilisées dans le cadre des tests de sécurité.

4 Annexes

4.1 Désignation des sous-traitants

Désignation dans le PAS	Identification	SIREN
Infogéreur	LMS FACTORY	828290122
Hébergeur	OVH	424761419

ANNEXE 4 : RESPONSABILITE CONJOINTE CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Entre le partenaire du consortium et l'Ensosp.

Article 1 – Objet de l'annexe

La présente annexe documente les dispositions spécifiques liées aux traitements des données à caractère personnel sur la plateforme Enasis conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD).

Le Partenaire ainsi que l'Ensosp déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel sur la plateforme Enasis.

Cette annexe définit le rôle de chacun et leurs responsabilités respectives.

Article 2 – Le principe de responsabilité conjointe

L'article 26 du RGPD définit la responsabilité conjointe du traitement comme étant la situation dans laquelle deux responsables du traitement ou plus, déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement.

La plateforme Enasis est une application web de formation à distance mise à disposition du Partenaire par l'Ensosp et utilisée par l'Ensosp dans le cadre de ses propres formations.

Ces formations s'inscrivent dans le cadre de l'Arrêté du 22 août 2019 qui fixe les dispositions relatives aux formations dispensées aux sapeurs-pompiers.

Ces formations peuvent être dispensées par :

- l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ;
- l'Entente Valabre et son Ecole d'application de sécurité civile (ECASC) ;
- les services d'incendie et de secours mentionnés à l'article premier du présent arrêté ;
- le Centre national de la fonction publique territoriale ;
- les unités militaires investies à titre permanent de missions de sécurité civile.

Article 3- Finalités des traitements

Le traitement des données à caractère personnel a pour finalité principale l'accès aux parcours de formation à distance et ressources pédagogiques des organismes de formation.

C'est pour répondre aux intérêts légitimes (Art.6.1.f du RGPD) des responsables de traitement, que ces derniers inscrivent leurs stagiaires, sur l'environnement numérique d'apprentissage, afin de pouvoir accéder aux parcours de formation à distance et aux ressources pédagogiques prévus par les référentiels internes de chaque organisation pour la formation et l'évaluation (RIOFE).

Les sous-finalités suivantes sont conjointes entre les partenaires :

- gestion des comptes utilisateurs ;
- gestion des inscriptions aux parcours de formation.

Les sous-finalités suivantes sont optionnelles et spécifiques à certains partenaires :

- suivi de l'avancement des stagiaires ;

- évaluation des acquis des stagiaires ;
- attestation de résultat : attribution d'un badge, attestation de réussite ou de suivi ;
- contrôle de la qualité des formations : enquêtes de satisfaction/évaluation de la formation ;
- bilan : élaboration de statistiques et d'indicateurs.

Les stagiaires des Ecoles appartenant à des partenaires non intégrés au consortium Enasis sont inscrits sur la plateforme dans l'intérêt légitime des responsables de traitement, par les écoles (Ensosp et Entente-Valabre).

Article 4- Moyens des traitements

L'environnement numérique d'apprentissage est administré fonctionnellement par l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers.

L'Ensosp assure le lien contractuel avec un prestataire Moodle, infogéreur, en charge de l'administration de l'application Moodle et de son hébergement web, conformément aux prescriptions de Moodle HQ

Le contrat entre l'Ensosp et le prestataire détermine les modalités du maintien en condition opérationnel (MCO) de la plateforme ENASIS

Le Plan d'Assurance Sécurité ENASIS (PAS) joint à la convention pour l'usage d'un nouvel environnement numérique d'apprentissage mutualisé, présente les mesures de sécurité mises en œuvre pour assurer le maintien en condition de sécurité (MCS) de la plateforme ENASIS.

La configuration des rôles et des permissions détermine les catégories de destinataires qui ont accès aux données à caractère personnel :

- Les « Administrateurs plateforme » peuvent gérer l'ensemble des comptes (création, modification, désactivation) et attribuer des droits systèmes ;
- Les « Gestionnaire Ecole » peuvent administrer les comptes des utilisateurs pour les organisations qui ne sont pas dans le consortium Enasis ;
- Les « Administrateur d'organisation » peuvent gérer les comptes de leur organisation (création, modification, désactivation), gérer les inscriptions de l'ensemble des apprenants de la plateforme dans les parcours de leur organisation, suivre la progression des apprenants et attribuer le rôle « gestionnaire d'utilisateurs » et « gestionnaire d'inscription » ;
- Les « Gestionnaires d'utilisateurs » peuvent gérer les comptes de leur organisation (création, modification, désactivation) et suivre la progression des apprenants sur les parcours de leur organisation ;
- Les « Gestionnaires d'inscription » peuvent gérer les inscriptions de l'ensemble des apprenants de la plateforme dans les parcours de leur organisation et suivre la progression des apprenants sur les parcours de leur organisation ;
- Les « Créateurs » peuvent créer des parcours dans leur organisation, gérer les règles de gestion des inscriptions aux parcours et suivre la progression des apprenants sur les parcours de leur organisation ;
- Les « E-accompagnateurs » peuvent suivre la progression des apprenants sur certains parcours de leur organisation et intervenir dans un parcours via les outils de communication prévus dans le parcours (forum, chat, etc.) ;
- Les « Organismes de formation » peuvent suivre la progression des apprenants sur l'ensemble des parcours de leur organisation et gérer les inscriptions des apprenants.

L'infogéreur peut être amené à voir les données lors d'une demande de support technique ou réaliser un traitement à la demande expresse de l'Ensosp.

Les modalités d'accès par le prestataire infogéreur sont décrites dans le contrat entre l'Ensosp et le prestataire

Article 5 - Données à caractère personnel traitées

Les données à caractère personnel traitées sont le *nom, prénom, adresse mail, organisme employeur, jour et mois de naissance*.

Ces informations sont nécessaires pour la création d'un compte permettant un accès authentifié à la plateforme à l'aide d'un *identifiant unique* et d'un *mot de passe*. Les nouveaux utilisateurs doivent automatiquement modifier leur mot de passe lors de leur première connexion.

Des champs optionnels peuvent être renseignés :

- par les utilisateurs eux-mêmes : contact téléphonique, image de l'utilisateur (avatar),
- par les administrateurs d'organisation : matricule SIS, statut, grade, centre de rattachement, groupement territorial ou fonctionnel, spécialités, emplois.

Certains champs peuvent être modifiés par l'utilisateur lui-même, son mot de passe et, selon le paramétrage du partenaire, son adresse mail, son avatar et son contact téléphonique.

Les données de connexion de l'utilisateur sont enregistrées dans les journaux de la plateforme.

Sont concernés les sapeurs-pompiers professionnels, les sapeurs-pompiers volontaires, les militaires des UIISC, les jeunes sapeurs-pompiers, le personnel administratif et technique, ainsi que toute personne inscrite dans un parcours de formation constitué par de la formation à distance sur enasis.fr.

Pour les jeunes sapeurs-pompiers ayant moins de 15 ans, le consentement de l'autorité parentale est nécessaire avant la création d'un compte pour accéder aux espaces qui leurs sont réservés. Les responsables légaux devront à tout moment disposer d'une voie de recours pour demander la suppression du compte de leur enfant comme le prévoit l'article 17 du RGPD.

Ce consentement est à la charge du partenaire souhaitant créer un compte à un jeune sapeur-pompier.

Article 6 - Référents des Parties

Les référents sont les délégués à la protection des données (DPO) du partenaire et de l'Ensosp.

Article 7 - Durées de conservation

Par principe, les données doivent être effacées à l'issue de l'utilisation courante, qui correspond à la durée nécessaire pour assurer la formation à distance. Dans la mesure où les sapeurs-pompiers sont susceptibles d'accéder successivement à plusieurs parcours de formation ou à des ressources pédagogiques tout au long de leur carrière, leur compte sera désactivé seulement si la personne n'est plus en service. Pour les autres catégories d'apprenants, leur compte sera désactivé à la fin de leur session de formation.

Les parcours de formation peuvent être copiés pour archivage en utilisant la fonction « Sauvegarde de cours » de Moodle et en incluant les détails de l'apprenant (par exemple, les soumissions de devoirs, les messages de forum, etc.). Les cours peuvent ensuite être stockés soit en externe sur un disque, soit dans Moodle dans une catégorie nommée, par exemple, "Archives" qui peut être cachée aux utilisateurs réguliers.

Chaque partenaire doit appliquer les précautions d'usage de ces sauvegardes afin d'en garantir leur sécurité et leur confidentialité.

Les obligations d'archivage incombent à chaque partenaire et/ou école en charge de formations.

La plateforme pédagogique n'a pas vocation à servir de base archives

Synthèse des durées applicables

Données concernées	Durée utilisation courante	Sort final
Données d'inscription	Pendant toute la durée d'activité de la personne au sein d'un SDIS	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de la plateforme - Archivage par le ou les SDIS de rattachement
Données issues du suivi des formations	Pendant toute la durée d'activité de la personne au sein d'un SDIS	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de la plateforme - Archivage par le ou les SDIS de rattachement ou l'école concernée
Données du compte utilisateur	Pendant toute la durée d'activité de la personne au sein d'un SDIS	Suspension dans la plateforme
Journaux de connexion et traces d'utilisation	12 mois	Suppression

Article 8 - Information des personnes concernées

Les responsables conjoints doivent s'assurer que les personnes concernées sont informées de l'identité des autres responsables du traitement. Cela garantit la transparence vis-à-vis des individus sur la manière dont leurs données sont traitées.

Le partenaire se charge de l'information des personnes concernées avant la mise en œuvre du traitement.

Les grandes lignes de l'accord de responsabilité conjointe sont mises à la disposition des personnes concernées via les mentions d'information de la plateforme pédagogique.

Article 9 - Droits des personnes concernées

Pour toute information ou exercice de leurs droits (accès, rectification, effacement), les personnes concernées peuvent contacter en priorité le délégué à la protection des données (DPO) de leur employeur, puis le DPO de l'Ensosp.

Cette information est spécifiée dans la politique de protection accessible sur la plateforme.

Article 10 - Mesures de sécurité et confidentialité des données

L'accès à la plateforme se fait à l'aide d'un compte nominatif avec un identifiant unique et d'un mot de passe, répondant à la politique de sécurité définie par le RSSI de l'école nationale.

Les modalités de sécurité sont décrites dans le Plan d'Assurance Sécurité ENASIS (PAS) joint à la présente convention

Les agents qui ont accès aux données à caractère personnel sont sensibilisés aux pratiques de sécurité, à la protection des données et informés des procédures et des consignes à suivre en cas d'incident.

Article 11- Coopération avec la CNIL

En cas de sollicitations par la CNIL du partenaire ou de l'ENSOSP, par exemple dans le cadre d'une demande d'information ou d'un contrôle, la partie sollicitée prévient l'autre partie afin de pouvoir organiser la coopération avec la CNIL.

Article 12 – Registre et information légale

Les responsables conjoints doivent s'assurer que le traitement soit inscrit sur leur registre des activités de traitement et que les personnes concernées soient informées du traitement et de l'identité des autres responsables du traitement.

Le partenaire et l'Ensosp indiquent tenir un registre des activités de traitement.

Article 13 – Gestion des incidents et des violations de données

En cas de perte de disponibilité, d'intégrité ou de confidentialité de données personnelles, de manière accidentelle ou illicite (Exemple : accès non autorisé, une perte de données, attaque de logiciels malveillants, etc.), la partie qui a connaissance d'une violation de données concernant les données de la plateforme pédagogique en informe l'autre partie dans les plus brefs délais et effectue les actions suivantes :

1 - Consigner l'évènement dans son registre de violation de données :

- la nature de la violation ;
- si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- décrire les conséquences probables de la violation de données ;
- écrire les mesures prises ou que vous envisagez de prendre pour éviter que cet incident se reproduise ou atténuer les éventuelles conséquences négatives.

2 - Avertir en priorité le délégué à la protection des données (DPO) de son employeur, puis remonter tout incident de sécurité conformément aux modalités du PAS ENASIS.

Si l'évènement présente un risque pour les droits et libertés des personnes, le délégué à la protection des données du Partenaire ou de l'Ensosp (en fonction de l'origine de l'évènement) devra notifier la CNIL dans les meilleurs délais, au plus tard dans les **72 heures**. Cette dernière indiquera au DPO s'il est nécessaire d'informer les personnes concernées par la violation.

Article 14 - Transfert de données

Aucune donnée ne fait l'objet d'un transfert en dehors de l'Union Européenne.

Article 15 - Sous-traitance et sous-traitance extérieure ultérieure

L'environnement numérique d'apprentissage est administré fonctionnellement par l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers.

Ce service est sous-traité techniquement à SAS LMS Factory, fournisseur d'application hébergée « moofactory », qui sous-traite l'hébergement web à chez OVH Paris.

Un contrat impose au sous-traitant les mêmes obligations en matière de protection des données que celles définies dans cette annexe.

Le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement sans l'autorisation écrite spécifique préalable de l'Ensosp. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins 6 mois avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation.

Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

Article 16 – Révision de l'annexe

La présente annexe peut être révisée :

- en cas de changements législatifs pertinents ou de modifications substantielles dans le traitement des données à caractère personnel
 - à la suite d'une modification significative dans l'organisation du consortium ou de la gestion de la sécurité
 - en cas d'évolution de l'architecture de la plateforme impactant les données personnelles
-



Extrait n° B25B12

**du registre des délibérations du Bureau du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée**

Objet : Autorisation de passation d'un avenant n° 1 au marché relatif aux « services de restauration et de livraison de repas pour le SDIS de la Vendée » - lot n° 1 : repas de type ouvrier consommé en restaurant (marché n° MA2408). (rapport n° B25B12)

Nombre de membres
du Bureau

- En exercice : 4
 - Présents : 3
 - Votants : 3
- (3 POUR)

L'an deux mille vingt cinq

Le : 13 février à 14h00

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, sous la présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente du Conseil d'administration.

Date de convocation des membres du Bureau du Conseil d'administration : 29 janvier 2025.

Certifié exécutoire après
réception à la Préfecture

Le **03 MARS 2025**

Et affichage

Le **03 MARS 2025**

Le Directeur départemental
adjoint
Colonel Philippe RAISON

Présents : M. Didier ROUX, 2^{ème} vice-président et M. Ludovic HOCBON, 3^{ème} vice-président.

Excusée : Mme Mireille HERMOUET, 1^{ère} vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1424-27 et L1424-30 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Vendée n° CA2114 du 16 septembre 2021 relative aux « Délégations accordées par le Conseil d'administration du SDIS au Bureau, en application de l'article L1424-27 du Code général des collectivités territoriales. » ;

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil d'administration ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Madame la Présidente rappelle que le 16 décembre 2024, le SDIS de la Vendée a conclu un marché pour le service de « repas de type ouvrier consommés en restaurant » avec la société ESATCO ADAPEI ARIA domiciliée 303 avenue Louis Pasteur 85600 MONTAIGU-VENDEE.

Elle précise que le montant du menu a été fixé à hauteur de 14,50 € TTC, soit 12,08 € HT avec une TVA à 20%.

Madame SOULARD fait savoir que le 07 janvier 2025, la société ESATCO a informé le SDIS de la Vendée que le prix HT et le taux de TVA indiqués sur l'acte d'engagement étaient erronés.

En effet, ajoute-t-elle, la TVA appliquée doit être de 10% sur un prix HT de 13,18 € (soit un prix TTC inchangé de 14,50 €).

Madame la Présidente indique que cette modification n'aura pas d'incidence financière sur le marché ni sur l'égalité de traitement entre les candidats, les offres ayant été analysées sur la base des prix TTC.

Afin de prendre en compte cette correction du taux de TVA et du prix HT, elle dit qu'il convient d'établir un avenant n° 1 pour le lot n° 1 du marché attribué à la société ESATCO.

Aussi, au regard des éléments apportés, Madame la Présidente demande aux membres du Bureau d'autoriser le SDIS à passer et de l'autoriser à signer ledit avenant, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution.

Le Bureau du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité, le SDIS de la Vendée à passer et sa Présidente à signer, ainsi qu'à en prendre les mesures d'exécution, un avenant n° 1 au marché relatif aux « services de restauration et de livraison de repas pour le SDIS de la Vendée » - lot n° 1 : repas de type ouvrier consommé en restaurant (marché n° MA2408), passé avec la société ESATCO ADAPEI ARIA domiciliée 303 avenue Louis Pasteur 85600 MONTAIGU-VENDEE, cet avenant ayant pour objet de modifier le taux de TVA appliqué sur le prix du menu et d'en modifier son prix HT : le taux de TVA appliqué est de 10% entraînant un prix HT du menu à 13,18 €, soit 14,50 € TTC. Cet avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Fait et délibéré à la direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Vendée, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, le 27 FEV. 2025

La Présidente du Conseil d'administration
Madame Bérangère SOULARD

identifiant acte : 085 - 288500010 - 20250227 - B25B12 - DE